

OXI ! [Non] Par Jacques Sapir (<http://arretsurinfo.ch/oxi-non-par-jacques-sapir/>)

Par JACQUES SAPIR ([HTTP://ARRETSURINFO.CH/AUTHORS/JACQUES-SAPIR/](http://ARRETSURINFO.CH/AUTHORS/JACQUES-SAPIR/)) le 7 JUILLET 2015 CRISES/GUERRES ([HTTP://ARRETSURINFO.CH/CATEGORY/POLITIQUE/CRISESGUERRES/](http://ARRETSURINFO.CH/CATEGORY/POLITIQUE/CRISESGUERRES/)) UE ([HTTP://ARRETSURINFO.CH/CATEGORY/INTERNATIONAL/EUROPE/UE-EUROPE/](http://ARRETSURINFO.CH/CATEGORY/INTERNATIONAL/EUROPE/UE-EUROPE/))

 5 Tweet (<http://twitter.com/share>) ?

La victoire du « Non » au référendum est un événement historique. Elle fera date. En dépit des pressions nombreuses pour une vote « Oui » tant de la part des médias grecs que de celui des dirigeants de l'Union européenne, en dépit de l'organisation par la BCE des conditions d'une panique bancaire, le peuple grec a fait entendre sa voix. Il a fait entendre sa voix contre les messages qui ont été diversés continuellement sur la situation de la Grèce depuis ces dernières semaines. Nous aurons ici une pensée pour ces éditorialistes qui ont, à dessin, travestis la réalité, et laissés entendre un lien entre Syriza et l'extrême-droite d'Aube Dorée. Ces messages ne nous étonnent plus, mais nous ne les oubliornt pas. Le peuple a fait entendre sa voix avec une force inaccoutumée, puisque contrairement à ce que l'aissent perçus les sondages réalisés à la sortie des urnes, la victoire du « Non » est obtenue avec un écart important, par près de 60%. Cela renforce bien évidemment le gouvernement d'Alexis Tsipras et devrait faire réfléchir ses interlocuteurs. Nous verrons rapidement ce qu'il en sera. Mais, on doit dire immédiatement que les réactions, que ce soient celles de Martin Schulz au Parlement européen, de Jean-Claude Juncker pour la Commission[1], ou de Sigmar Gabriel, le Ministre de l'économie et l'allié SPD de Mme Merkel en Allemagne[2], ne laissent guère de place à l'optimisme sur ce point.

Cette victoire du « Non » a été, et c'est une évidence, une résonnance particulière en France. Elle a lieu quasiment dix ans après une autre victoire du « Non », cette fois dans notre pays (ainsi qu'au Pays-Bas). Il s'agissait alors, en 2005, du projet de Traité Constitutionnel Européen. Ce projet fut rejeté dans notre pays par plus de 54% des suffrages. Ici encore la campagne de presse menée par les partisans du « oui » avait passé toutes les mesures, franchise toute les bornes. Les partisans du « non » furent enfoncés sous les injures et les menaces[3]. Mais les tirèrent bon. De là date le divorce, sans cesse grandissant, entre les français et la caste médiatique, divorce qui se lit à la fois dans les statistiques déclinantes de la presse « officielle » et dans l'explosion de l'audience des blogs, dont celui-ci.

Le vote avait marqué la nette différence entre ce que pensaient les électeurs des classes populaires et ceux des classes plus aisées[4]. Je l'avais qualifié de « victoire des prolos sur les bobos »[5]. Il semble bien que l'on ait assisté à un phénomène du même ordre en Grèce, puisque si les banlieues huppées d'Athènes ont voté « Oui » à plus de 80%, c'est dans une proportion inverse que le « Non » l'emporte dans les quartiers populaires. Le vote « non » des grecs est un écho direct à celui des français. Pourtant, après des manœuvres multiples, un texte presque similaire, le « Traité de Lisbonne », fut adopté au « congrès » quelques années après par le biais d'une alliance sans principe entre l'UMP et le PS. De là date certainement la rupture que l'on constate entre les élites politiques et médiatiques et les électeurs. Ce déni de la démocratie, ce vol d'un vote souverain, est une blessure profonde chez de nombreux français. La large victoire du « Non » grec vient réactiver cette blessure et pourrait pousser les électeurs à demander des comptes pour un passé qui décidément ne passe pas.

Le sens d'un « Non »

Mais, il faut comprendre le gros profond de ce « Non ». Il s'oppose aux comportements très antidémocratiques des responsables tant de l'Europe que de la Commission européenne ou du Parlement européen. Il discrédite des personnalités comme Jean-Claude Juncker, ou M. Dijsselbloem, ou encore M. Martin Schulz, le Président du parlement. Il s'oppose surtout à la logique qui avait été mis en œuvre depuis le 27 juin, quand M. Dijsselbloem, Président de l'Europe, avait décidé d'exclure de fait M. Varoufakis, le Ministre des Finances grec, d'une réunion. Ce geste nous revenait à exclure la Grèce de la zone Euro. On doit alors remarquer l'étonnante passivité du Ministre Français, M. Michel Sapin. En acceptant de rester dans la salle, il fut connivent de l'abus de pouvoir commis par M. Dijsselbloem. Même si le gouvernement français dit actuellement qu'il veut que la Grèce reste dans la zone Euro, le comportement de l'un de ses membres éminents, qui plus est proche du Président de la République, vient apporter si ce n'est un démenti, du moins fait peser un doute sur la réalité de cet engagement. Le gouvernement grec n'a pas pu ne pas le noter et en prendre acte. De fait, nous avons été exclu d'une bataille où l'Allemagne a, que ce soit directement ou indirectement, largement inspiré les positions européennes.

Le fait que la BCE ait organisé dans la semaine du 28 juin au 5 juillet l'asphyxie financière des banques grecques, provoquant une émotion très compréhensible dans la population, est bien la preuve que les institutions européennes n'entendent nullement continuer les négociations avec Alexis Tsipras mais cherchaient à obtenir soit son départ volontaire soit son renversement dans une de ces arnaques d'assemblée que rend possible un régime parlementaire comme le régime grec. Le référendum était aussi une tentative pour s'opposer à ces manœuvres. La victoire du « non » garantit que, pour un temps, le gouvernement Tsipras sera à l'abri de ce genre de tentative.

Une reprise des négociations est-elle possible ?

Mais, cela ne signifie nullement que les négociations sur la question de la dette grecque, pourtant nécessaires, paraissent justifiées comme le rappelle un rapport du FMI[6] opportunément publié en dépit des tentatives d'embargo de la part de l'Eurogroupe, pourront reprendre. Tous les économistes qui ont travaillé ce dossier, des personnalités illustres comme Paul Krugman et Joseph Stiglitz (prix Nobel), des spécialistes internationaux comme James Galbraith ou Thomas Piketty, ont expliqué depuis des semaines que sans une restructuration de la dette accompagnée d'une annulation d'une partie de cette dernière, la Grèce ne pourra retrouver le chemin de la croissance. Il serait donc d'accorder à la Grèce ce qui fut, en 1953, accordé à l'Allemagne. Mais il faut faire vite, sans doute dans les 48h, et il n'est pas dit que les institutions européennes, qui ont tenté d'empêcher la publication du rapport du FMI, le veuillent. La déclaration de Martin Schulz, le Président du Parlement européen, ou celle de Sigmar Gabriel disant que les ponts étaient rompus, ne présage rien de bon.

La décision de Yannis Varoufakis de démissionner de son poste de Ministre des Finances a beaucoup étonné. Il est en effet l'un des grands vainqueurs du référendum. Mais cette décision est assez logique. Son remplacement par Euclid Tsakalotos va plus loin qu'une simple concession tactique accordée aux « créanciers ». C'est ainsi d'ailleurs que Varoufakis présente d'ailleurs sa démission[7]. Mais le nouveau ministre pourrait aussi signifier l'arrivée d'un homme plus résolu à une rupture. Tsakalotos ne cache pas qu'il est devenu un « Eurosceptique ». On ne l'a pas pleinement mesuré à Bruxelles, mais Varoufakis était en réalité passionnément attaché à l'Euro et à l'idée européenne. Ce n'est pas le cas de Tsakalotos. Ceci pourrait avoir des conséquences importantes dans les prochains jours.

En effet, si la BCE ne se décide pas très rapidement à augmenter le plafond de l'accord d'urgence sur les liquidités (ELA), la situation deviendra rapidement critique en Grèce et ces négociations perdront tout sens. C'est ce qu'a dit Alexis Tsipras au soir de la victoire du « Non ». Un accord est peut-être possible, si tant est que les deux parties le veulent. Mais, justement, on est en droit d'avoir un doute, et même plus que cela, sur les intentions des institutions européennes.

Si, donc, la BCE n'augment pas le plafond de l'ELA, le gouvernement grec n'aurait plus de choix. Il devrait soit mettre en circulation des « certificats de paiements » qui constitueraient une monnaie parallèle, soit prendre le contrôle de la Banque Centrale par décret (ce que l'on appelle une réquisition) et la forcer à mettre en circulation tant les billets qu'elle conserve en réserve que ceux qui sont conservés dans les banques commerciales sous son autorisation. Si une prise de contrôle de la Banque Centrale serait entièrement justifiée du fait du comportement de la BCE et de l'Eurogroupe qui ont soiemment violé le fond comme la lettre des traités, il est néanmoins probable que ce sera la première solution qui sera choisie. En tous les cas, ce n'était pas la position de Yanis Varoufakis. Nous ne savons pas à l'heure actuelle quelle sera la position de Tsakalotos. Si le gouvernement grec se décide donc à émettre des certificats de paiement, cela conduira rapidement à un système à deux monnaies en Grèce, et d'ici quelques semaines on peut penser que l'une de ces deux monnaies disparaîtra. Nous serions confrontés à la sortie de l'Euro, au « Grexit ». Il convient ici de dire que cette sortie de l'Euro serait totalement et complètement imputable aux institutions européennes.

La sortie de la Grèce de l'Euro est-elle en cours ?

On doit rappeler qu'une sortie de l'Euro ne passe pas nécessairement (et obligatoirement) par une décision nette et tranchée. Ce point a été particulièrement bien mis en lumière par Frances Coppola dans un article publié par le magazine Forbes[8]. Elle peut résulter de la logique des circonstances et des réactions du gouvernement grec face au double jeu tant de l'Eurogroupe que de la BCE qui sont en train de l'étrangler financièrement. Il est, là encore, inouï

Suivez-nous

S'inscrire à notre lettre d'information

Courriel	Envoyer
----------	---------

 <http://arretsinfo.ch/tous-les-articles>

/feed/ (<https://twitter.com/ArretSurInfo>)

5 (<https://www.facebook.com/pages/ArrXC>)

XAAt-sur-info/300831053432742)

(<https://www.youtube.com/channel/UCgprDP4lw28ansPt3-HIIOQ>)

**La véritable solidarité
commence par notre
propre autonomie**

Archives par jour

JULIET 2015				
L	Ma	Me	J	V
		1	2	3
		http://arretsuri.info.ch	http://arretsuri.info.ch	http://arretsuri.info.ch
		http://arretsuri.info.ch	http://arretsuri.info.ch	http://arretsuri.info.ch
6	7			
http://arretsuri.info.ch	http://arretsuri.info.ch	8	9	10
http://arretsuri.info.ch	http://arretsuri.info.ch			
13	14	15	16	17
20	21	22	23	24
27	28	29	30	31
* julien (http://arretsuri.info.ch)				

Mots-clés

Al-Nosra (<http://arretsurinfo.ch/tag/al-nosra/>) Al-Qaïda (<http://arretsurinfo.ch/tag/al-qaïda/>) Aïmelegne (<http://arretsurinfo.ch/tag/aïmelegne/>) Antisémitisme (<http://arretsurinfo.ch/tag/antisemitisme/>) ASL (<http://arretsurinfo.ch/tag/asl/>) Bachar Al-Assad (<http://arretsurinfo.ch/tag/bachar-al-assad/>) Barack Obama (<http://arretsurinfo.ch/tag/obama/>) BHL (<http://arretsurinfo.ch/tag/bhl/>) Bordure protectrice (<http://arretsurinfo.ch/tag/bordure-de-protection/>) Charlie Hebdo (<http://arretsurinfo.ch/tag/charlie-hebdo/>) CIA (<http://arretsurinfo.ch/tag/cia/>) Crimes de guerre (<http://arretsurinfo.ch/tag/crimes-de-guerre/>) Daesh (<http://arretsurinfo.ch/tag/daesh/>) Daesh (<http://arretsurinfo.ch/tag/daesh/>) Deudonné (<http://arretsurinfo.ch/tag/deudonne/>) Donbass (<http://arretsurinfo.ch/tag/donbass/>) Donetsk (<http://arretsurinfo.ch/tag/donetsk/>) Démocratie (<http://arretsurinfo.ch/tag/democratie/>) EILIL (<http://arretsurinfo.ch/tag/eiil/>) Etat Islamique (<http://arretsurinfo.ch/tag/etat-islamique/>) ^{Flak} ^{disposés} (<http://arretsurinfo.ch/tag/flak-disposes/>) ^{français} ^{holandais} ^{français} ^{français} Hollande (<http://arretsurinfo.ch/tag/français-hollanda/>) Gaza (<http://arretsurinfo.ch/tag/gaza/>) Grèce (<http://arretsurinfo.ch/tag/grece/>) Guerre au terrorisme (<http://arretsurinfo.ch/tag/guerre-au-terrorisme/>) Hamaes (<http://arretsurinfo.ch/tag/hamas/>) Intervention (<http://arretsurinfo.ch/tag/intervention/>) Islam (<http://arretsurinfo.ch/tag/islam/>) Lobby israélien (<http://arretsurinfo.ch/tag/lobby-pro-israelien/>) Manipulations politiques (<http://arretsurinfo.ch/tag/manipulations-politiques/>) ^{Maidan} (<http://arretsurinfo.ch/tag/maidan/>) Mensonges d'Etat

qu'une Banque Centrale comme la BCE, qui a légalement en charge la stabilité du système bancaire dans les pays de la zone Euro, organise en réalité l'étranglement des banques et leur faillite. C'est un fait inouï, mais ce n'est pas un fait sans précédent[9]. Il nous faut ici remonter dans l'histoire tragique du XXème siècle.

En 1930, en Allemagne, le Président de la Reichbank (la Banque Centrale de l'Allemagne), M. Hjalmar Schacht, avait fait obstacle à un prêt américain au gouvernement de l'Allemagne de Weimar, provoquant une panique bancaire[10]. Cette panique provoqua la chute de la coalition alors au pouvoir, et la démission du Ministre des Finances, le socialiste Rudolf Hilferding. Ayant obtenu ce qu'il désirait, Schacht leva son obstruction. On voit ainsi que l'action antidémocratique d'une Banque Centrale a un précédent, mais un précédent tragique. Avec l'arrivée du chancelier Brüning l'Allemagne fit le choix d'une austerité insensée qui porta quelques années plus tard les Nazis au pouvoir. Ceci établit le pouvoir de la Reichbank comme un pouvoir parallèle à celui du gouvernement. Le terme de «Nebenregierung» ou «gouvernement parallèle» est d'ailleurs passé dans le discours technique et historique en Allemagne.

On est donc en droit de se demander si la sortie de la Grèce de la zone Euro n'a pas commencé depuis maintenant une semaine à l'instigation de la BCE et du poids de l'Allemagne au sein des organismes de la BCE. Mais il est clair, alors, que cette sortie est entièrement du fait de l'Eurogroupe et de la BCE. Il s'agit en réalité d'une expulsion, un acte à la fois scandaleux et illégal, qui légitimerait le recours par les autorités grecques aux mesures les plus radicales.

C'est ici que la France pourrait avoir un frein. Une réunion entre François Hollande et Angela Merkel est prévue pour la fin de la journée du lundi 6 juillet. Mais, disons le tout net, pour que cette réunion arrive à changer la position de l'Allemagne, la France devrait mettre tout son poids dans la balance et menacer elle aussi de quitter la zone Euro. L'Allemagne poursuivait ses actions et sa politique. Gageons que François Hollande n'en fera rien. En dépit des déclarations rassurantes faites par des seconds couteaux, notre Président tient beaucoup trop à ce qu'il imagine être un « couple franco-allemand ». Il n'a probablement pas le courage de tirer les conséquences, toutes les conséquences, du comportement dangereux et scandaleux de l'Allemagne. Ce faisant, et à son corps défendant, il conduira l'Euro à sa perte, ce qui n'est rien, mais sans doute aussi l'Union européenne, ce qui est bien plus.

La grande crainte des prêtres de l'Euro

Disons le, une chose terrorise totalement les responsables européens : que la Grèce fasse la démonstration qu'il y a une vie hors de l'Euro, et que cette vie peut, sous certaines conditions, s'avérer meilleure que celle que l'on a dans l'Euro. Telle est leur grande crainte, tel est ce qui les remplit d'effroi. Car ceci montrait à tous, aux Portugais, aux Espagnols, aux Italiens et aux Français le chemin à suivre. Ceci dévoilerait tant l'immense fraude qu'a représenté l'Euro, qui ne fut pas un instrument de croissance ni même un instrument de stabilité pour les pays qui l'ont adopté que la nature tyrannique du pouvoir non élu de l'Eurogroupe et de la BCE.

Il est donc possible, voire probable, que les dirigeants de l'Eurogroupe et de la BCE fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour provoquer le chaos en Grèce. Ils ont d'ores et déjà commencé ce sale boulot depuis la semaine dernière. Il convient donc que le gouvernement grec, tout en cherchant à négocier honnêtement mais fermement, comme il le fit depuis février 2015, se prépare aux mesures qui assureront la stabilité dans le pays et le fonctionnement normal de l'économie et des institutions, fût-il pour cela obligé de prendre des libertés avec la lettre des traités. Peut-être est-ce la seule façon d'éviter une catastrophe. L'effondrement de l'Eurogroupe et de la BCE, qui entraînerait une crise financière, une tragédie, et son remplacement par Euclid Tsakalotos. Après tout, ce n'est pas la Grèce qui brisa le premier des traités, et l'on peut considérer que l'action tant de l'Eurogroupe que de la BCE depuis une semaine ont constitué des actes contraires et en contravention tant avec la fond qu'avec la forme de ces dits traités.

Cette rupture porte en elle la fin de la zone Euro. Quelle que soit la politique décidée par Alexis Tsipras, il est désormais clair que cette fin est l'horizon de la crise actuelle.

Par Jacques Sapir (<http://russeurope.hypotheses.org/author/russeurope>) – 6 juillet 2015

Notes

[1] http://europa.eu/rapid/press-release_STATEMENT-15-5310_en.htm (http://europa.eu/rapid/press-release_STATEMENT-15-5310_en.htm)

[2] L'Obs, « Grèce, un non qui passe mal en Allemagne », 6 juillet 2015,
http://tempsreel.nouvelobs.com/la-crise-grecque/20150706_OBS2132/grece-un-non-qui-passe-mal-en-allemande.html
http://tempsreel.nouvelobs.com/la-crise-grecque/20150706_OBS2132/grece-un-non-qui-passe-mal-en-allemande.html

[3] On se reportera aux archives du site ACRIMED, (<http://www.acrimed.org/article1980.html>) et <http://www.acrimed.org/article2014.html> (<http://www.acrimed.org/article2014.html>) ainsi qu'à Lordon F., « La procession des fulminants », texte installé sur le site ACRIMED, (<http://www.acrimed.org/article2057.htm>) (<http://www.acrimed.org/article2057.htm>)

[4] B. Brunhes, « La victoire du non relève de la lutte des classes », propos recueillis par François-Xavier Bourmaud Le Figaro, 2 juin 2005.

[5] Sapir J., *La Fin de l'Eurolibéralisme*, Paris, Le Seuil, 2006.

[6] The Guardian, « IMF says Greece needs extra €60bn in funds and debt relief », 2 juillet 2015, http://www.theguardian.com/business/2015/jul/02/imf-greece-needs-extra-50bn-euros?CMP=share_btn_tw, <a>(http://www.theguardian.com/business/2015/jul/02/imf-greece-needs-extra-50bn-euros?CMP=share_btn_tw)

[7] (http://www.theguardian.com/business/2015/jul/02/imf-greece-needs-extra-50bn-euros?CMP=share_btn_tw)
(<http://yanisvaroufakis.eu/2015/07/06/minister-no-more/>) (<http://yanisvaroufakis.eu/2015/07/06/minister-no-more/>)

[8] Coppola F., « The Road To Grexit », Forbes, 3 juillet 2015,
<http://www.forbes.com/sites/francescoppola/2015/07/03/the-road-to-grexit/print/>
 (http://www.forbes.com/sites/francescoppola/2015/07/03/the-road-to-grexit/print/)

[9] Je remercie un de mes correspondants, Christoph Stein, qui a porté mon attention sur ce point.

[10] Müller H., Die Zentralbank – eine Nebenregierung Reichsbankpräsident Hjalmar Schacht als Politiker der Weimarer Republik, Westdeutscher Verlag, Opladen, 1973.

Jacques Sapir. Ses travaux de chercheur se sont orientés dans trois dimensions, l'étude de l'économie russe et de la transition, l'analyse des crises financières et des recherches théoriques sur les institutions économiques et les interactions entre les comportements individuels. Il a poursuivi ses recherches à partir de 2000 sur les interactions entre les régimes de change, la structuration des systèmes financiers et les instabilités macroéconomiques. Depuis 2007 s'est impliqué dans l'analyse de la crise financière actuelle, et en particulier dans la crise de la zone Euro.

Source: <http://russeurope.hypotheses.org/4056> (<http://russeurope.hypotheses.org/4056>)

 Tweet (<http://twitter.com/share>)

Euro (), Grèce (), Referendum ()

Je soutiens Arrêt Sur Info
(<http://arretsurinfo.ch/donations/>)

- Accueil (<http://arretsinfo.ch/accueil/>)
- International (<http://arretsinfo.ch/category/international/>)
- Politique (<http://arretsinfo.ch/category/politique/>)
- Médias (<http://arretsinfo.ch/category/medias/>)
- Société (<http://arretsinfo.ch/category/societe/>)
- Culture (<http://arretsinfo.ch/category/culture/>)
- Vidéos (<http://arretsinfo.ch/category/videos/>)
- Silvicultorj.net (<http://silvicultorj.net/>)
- A propos (<http://arretsinfo.ch/qui-sommes-nous/>)
- Charte d'Arrêt sur info (<http://arretsinfo.ch/page-d-exemple/>)
- Participer (<http://arretsinfo.ch/blog/>)
- Auteurs référencés (<http://arretsinfo.ch/auteurs/>)
- Contact (<http://arretsinfo.ch/contact/>)
- Soutenez-nous ! (<http://arretsinfo.ch/pourquoi-une-donation-2/>)
- Proposez vos traductions (<http://arretsinfo.ch/proposez-vos-articles/>)